

Dossiers de presse sur les évènements en France pendant la guerre d'Algérie

Les dossiers sont présentés selon l'ordre du plan de classification spécifique du Centre de documentation de la Fondation Nationale de Sciences Politiques.

Les dossiers microfichés sont consultables en salle de référence. La cote à noter pour les demander est située dans la troisième colonne du tableau et précède le résumé.

Ex : FRA 45(104).

VIE POLITIQUE.....	3
MOUVEMENTS POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE.....	4
OAS EN FRANCE	4
GEORGES BIDAULT.....	6
COMLOTS, ATTENTATS : PARTISANS DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE	6
ATTENTATS CONTRE LE CHEF DE L'ÉTAT.....	7
LES MANIFESTATIONS CONTRE LA GUERRE D'ALGÉRIE ET CONTRE L'OAS	7
AFFAIRE DE L'OBSERVATOIRE.....	7
TERRORISME ALGÉRIEN EN MÉTROPOLE ET RÉPRESSION.....	7
MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE 1961	8
RÉSEAUX DE NATIONALISTES ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER.....	8
ACTES DE SOUTIEN AU NATIONALISME ALGÉRIEN	8
SERVICES SECRETS ET « BARBOUZES ».....	8
AMNISTIES, GRÂCES LIÉES À A GUERRE D'ALGÉRIE	9
PROCÈS ET DÉLITS DE PRESSE.....	9
JUSTICE MILITAIRE ET POLITIQUE PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE	9
PROCÈS DE L'ATTENTAT AU BAZOOKA	10
PROCÈS DES BARRICADES - INSTRUCTION.....	10
PROCÈS DU PUTSCH D'ALGER : CHALLE ET ZELLER	10
PROCÈS DES PARTICIPANTS DU PUTSCH D'ALGER.....	10
PROCÈS DU PUTSCH D'ALGER : JOUHAUD.....	11

PROCÈS DU GÉNÉRAL SALAN	11
PROCÈS DES ATTENTATS OAS EN ALGÉRIE	11
ENLÈVEMENT ET PROCÈS D'ANTOINE ARGOUD	11
PROCÈS DES ATTENTATS OAS EN FRANCE	11
PROCÈS DES ATTENTATS CONTRE LE CHEF DE L'ÉTAT	12
AFFAIRE ISORNI-GISCARD D'ESTAING	12
PROCÈS DE NATIONALISTES ALGÉRIENS.....	12
PROCÈS D'ACTES DE SOUTIEN AU FLN	12
PRISONS ET RÉGIME DES PEINES LORS DE LA GUERRE D'ALGÉRIE	13
PRISONNIERS MUSULMANS	13
ARRESTATION ET DÉTENTION DE BEN BELLA	13
DÉTENUS OAS	13
LE CITOYEN ET LA JUSTICE : RÉPRESSION, TORTURE	13
POLITIQUE DE L'INFORMATION	13
CENSURE	13
L'ARMÉE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE ; L'ARMÉE ET LE POUVOIR	14
ARMÉE ET POUVOIR EXÉCUTIF.....	14
OBJECTION DE CONSCIENCE ET INSOUMISSION.....	14
TRAVAILLEURS ALGÉRIENS EN FRANCE	14
RAPATRIÉS D'OUTRE-MER	14
HARKIS	16

France	10	Vie politique
MF 9	13/05/58-04/06/58	FRA 58 (025) Le 13 mai 1958, investiture de Pierre Pflimlin et soulèvement général à Alger ; le 15 mai 1958 le général de Gaulle déclare qu'il est prêt à «assumer les pouvoirs de la République» ; vote de l'État d'urgence par les deux Assemblées les 16 et 17 mai ; le 17 mai 1958 création du Comité de défense de la République ; le 19 mai conférence de presse du général de Gaulle où il précise qu'il assumerait les pouvoirs s'il en recevait la délégation selon une procédure exceptionnelle ; le 27 mai le général de Gaulle annonce qu'il a entamé le processus régulier pour l'établissement d'un gouvernement républicain ; le 28 mai manifestation pour la défense de la République, place de la Nation ; le 29 mai le général de Gaulle est proposé par René Coty comme chef du gouvernement.
MF9bis	15/05/58-31/12/88	FRA 58 (046) Articles publiés par la presse française après le 13 mai 1958 et jusqu'en 1988 sur la préparation et la signification du 13 mai 1958 en France et en Algérie (cf. Fr. 10, MF 9 et Fr. 741/10, MF 10).
MF 10	04/06/58-30/06/58	FRA 58 (026) Du 4 au 7 juin 1958 voyage du général de Gaulle en Algérie (cf. Fr. 741/10, MF 17) ; débat en France sur la nature du régime, les futures institutions, les positions du général de Gaulle sur l'Algérie et la montée en France, comme en Algérie, des «factieux».
MF 11	01/07/58-30/09/58	FRA 58 (027) Du voyage du général de Gaulle en Algérie (1 ^{er} -3 juillet 1958) aux résultats du référendum constitutionnel (28 septembre 1958) ; la nature du régime qui se met en place, le poids de la guerre d'Algérie, la montée de l'extrême droite ; le 14 juillet le général de Gaulle et André Malraux place de la République pour présenter les nouvelles institutions ; le 4 septembre le général de Gaulle présente publiquement son projet de Constitution place de la Nation, manifestations et répression policière
MF 12	01/10/58-31/05/59	FRA 58 (041) L'ordonnance promulguant la Constitution de la V ^e République est publiée le 5 octobre 1958 ; entre octobre 1958 et mai 1959, le général de Gaulle se rend en Algérie, lance le plan de Constantine, propose "la paix des braves" refusée par le FLN ; élections législatives le 30 novembre 1958 gagnées par l'UNR ; le général de Gaulle est élu président de la République par le Congrès le 21 décembre, il prend ses fonctions le 8 janvier 1959 ; nombreux articles sur la nature du régime et sa capacité à résoudre le problème algérien (cf. Fr. 741/10, MF 19 à 23).
MF 13	01/06/59-30/06/60	FRA 59 (014) Devant l'Assemblée nationale le 4 juin 1959, Michel Debré définit la politique algérienne du gouvernement ; en juillet la presse de gauche dénonce l'autoritarisme du pouvoir et son incapacité à gérer le problème algérien ; 27-30 août : voyage en Algérie du général de Gaulle ; le 16 septembre, il affirme le droit des Algériens à l'autodétermination ; 20 novembre, le GPRA est créé ; en décembre bilan d'un an de présidence de Gaulle ; 24-31 janvier 1960 : semaine des Barricades et réactions en métropole ; 2 février vote des pouvoirs spéciaux ; en mai bilan sur la nature du pouvoir issu du

		13 mai 1958. (<i>Cf. Fr. 741/10, MF 24 à MF 31</i>).
MF 14	01/10/60-30/06/62	FRA 60 (024) La vie politique est marquée par le problème algérien ; les différentes étapes exprimées dans les conférences de presse du général de Gaulle et le référendum du 8 janvier 1961 , l'opposition à cette politique se radicalise et l'OAS s'installe en France y opérant de nombreux attentats ; la gauche est hostile au durcissement du régime ; des négociations avec le GPRA commencent en février 1961, continuent à Lugrin et aboutissent aux accords d'Evian le 18 mars 1962 ; le 1er juillet 1962 : référendum d'autodétermination en Algérie (<i>cf. Fr. 741/10, MF 33 à MF 42</i>).

France	141/73	Mouvements pour l'Algérie française
tome 1	01/04/56-05/30/70	FRA 56 (051) 1956 : l'Union pour le Salut et Renouveau de l'Algérie Française (USRAF) ; Comités de Salut Public en France ; dissolution du Parti Patriote Révolutionnaire (Biaggi) ; 1959 : Rassemblement pour l'Algérie Française (RAF) fondé par Bidault, Biaggi, Thomazo, Delbecque ; colloques de Vincennes (Soustelle, Bidault, Lacoste) ; 1960 : Front National pour l'Algérie Française ; 1961 : Regroupement National pour l'Algérie Française ; meeting pour l'Algérie Française ; arrestation de Demarquet ; création du Comité de Vincennes ; arrestation du commissaire Dides ; 1962 : le colonel Trinquier lance le Parti du Peuple ; 1962 : dissolution du Regroupement National (Soustelle) ; "Unité de la République" ; les pérégrinations de Soustelle (1962-1968) ; Bidault : <i>cf. Fr. 141/738/1</i> .

France	141/738	OAS en France
tome 1	02/01/60-02/06/62	FRA 60 (020) Lyon capitale de l'activisme ; les réseaux O.A.S. et leurs antécédents (Cagoule, poujadistes) ; novembre 1961 : meeting de l'OAS convoqué par le comité de Vincennes et arrestation du commissaire Dides (<i>cf. 141/73</i>) ; 7 décembre 1961 : le gouvernement annonce des mesures anti-OAS ; manifestations anti-OAS (<i>cf. 153/315</i>) ; décret de dissolution ; malgré quelques arrestations (membres du réseau Bayard), la volonté du gouvernement de démanteler l'OAS est mise en doute, la violence de la police est dirigée contre les manifestants anti OAS (<i>cf. 153/315</i>) et les attentats se multiplient (<i>cf. 153/309</i>) ; le 2 février, l'arrestation de Castille et Bouyer porte néanmoins un coup sévère au réseau.
tome 2	02/06/62-22/03/62	FRA 62 (012) L'attentat dirigé contre André Malraux et blessant la petite Delphine Renard (<i>cf. Fr. 153/309, M.F. 3</i>) suscite de grandes manifestations réprimées par la police (<i>Charonne : cf. Fr. 153/315</i>) ; la volonté du gouvernement continue à être mise en doute ; découverte de nombreux réseaux OAS dans toute la France, notamment de l'Ouest, dans les milieux poujadistes, chez les lycéens ; attentat du Val-de-Grâce ; arrestation de J. M. Vincent ; identification du "Monocle", chef de l'OAS en métropole : André Canal.
tome 3	22/03/62-30/06/62	FRA 62 (013) Après la signature des Accords d'Evian les arrestations se multiplient dans les milieux de l'OAS : Degueldre et Godot (avril 1962) ; mai 1962 : arrestation de 15 membres du commando Delta qui préparaient un attentat contre le général de Gaulle ; un Conseil National de la Résistance est créé par Salan en

		métropole, présidé par Georges Bidault en Suisse ; 7 mai 1962 : arrestation d'André Canal, "le Monocle noir", le colonel Argoud <i>recherché</i> (cf. 163/308, M.F. 1) ; 1er juin 1962 : arrestation d'Armand Belisi qui avait préparé un attentat contre de Gaulle ; de la prison de Fresnes, Salan approuve les accords d'Alger du 17 juin.
tome 4	01/07/62-31/12/62)	FRA 62 (022) Après l'indépendance de l'Algérie, les enquêtes sur les réseaux OAS, grossis par les rapatriés, et les arrestations se poursuivent ; les liens de l'OAS et de l'internationale nazie ; arrestations de membres du Commando Delta ; les inquiétudes suscitées par l'arsenal de l'OAS et par l'attentat du Petit-Clamart (cf. Fr. 153/311) ; arrestation et suicide du commandant Niaux organisateur de l'attentat ; octobre 1962 : arrestation de l'assassin de Maître Popie (cf. Fr. 741/153/6, MF 1) ; la situation et les activités de l'OAS/CNR, de Bidault (cf. Fr. 141/738/1), et Argoud (cf. Fr. 163/308) et Soustelle (cf. Fr. 141/73).
tome 5	01/01/63-31/12/70	FRA 63 (003) Suite des opérations dirigées contre les réseaux OAS : arrestation de Robert Martel fondateur du MP 13 ; Gardy laisse à Sergent la direction du CNR qui devient Conseil National de la Révolution ; les arrestations se poursuivent en France et à l'étranger : réseau du CNRI, Curutchet, conjurés du Petit-Clamart, G. Watin et Louis de Condé, Gilles Buscia ; démantèlement de réseaux OAS dans l'Ouest ; conférence de presse clandestine de Sergent (1968) ; les retours en France ; Argoud : cf. Fr. 163/308 ; Bidault : cf. Fr. 141/738/1 ; MP 13 : Fr. 141/73 ; procès de l'OAS : cf. Fr. 163/30.

France	141/738/1	Georges Bidault
tome 1	17/11/61-10/06/68	FRA 61 (027) 17 novembre 1961 : Georges Bidault fait acclamer l'OAS lors d'une réunion du Comité de Vincennes (cf. Fr. 141/73) ; avril 1962 : passé en Suisse, préside le Conseil national de la Résistance créé par le général Salan ; juin 1962 Comité exécutif sous l'autorité de Bidault, Soustelle (cf. Fr. 141/73) et Argoud (cf. Fr. 163/308) ; levée de l'immunité parlementaire de Bidault votée le 7 juillet ; les pérégrinations de G. Bidault recherché par toutes les polices d'Europe ; mars 1963 : entretien à la BBC ; il sollicite le droit d'asile en Bavière mais ne voulant pas renoncer à son activité politique il part au Portugal puis au Brésil ; au moment des débats sur l'amnistie, appels pour le retour de Bidault et Soustelle ; retour en France 10 juin 1968.

France	153/309	Complots, attentats : partisans de l'Algérie française
MF 1	01/05/59-15/04/61	FRA 59 (013) Développement des réseaux activistes (la Main Rouge, Armée Nation, MP 13) et des actes de terrorisme en réponse au terrorisme algérien ; mai 1959 : assassinat de l'avocat algérien Ould Aoudia ; affaire Marteaux ; octobre 1959 : des perquisitions dans les milieux activistes ainsi que l'affaire Mitterrand révèlent l'existence du "complot du 15 octobre" ; crise à l'UNR (Neuwirth, Bidault, Soustelle) (cf. 741/10, M.F. 27) ; affaire Berthomier ; février 1960 : rumeur de complot après la semaine des barricades ; perquisitions et arrestations ; octobre 1960 : manifestation de partisans de l'Algérie française à l'Étoile ; après le référendum de janvier 1961, multiplication des attentats contre des personnalités et des journaux favorables à l'indépendance ; mars 1961 : assassinat de Camille Blanc, maire d'Evian.
MF 2	16/04/61-31/12/61	FRA 61 (022) Avril 1961 : les premiers sigles OAS apparaissent pour signer les attentats qui se multiplient ; opération de "contre-plastiquage" (juillet 1961) ; les rumeurs sur la préparation d'un complot se propagent au cours de l'été 1961 ; affaire Khattab (la Main Rouge) (août 1961) ; l'OAS exerce un chantage à l'égard de rapatriés et de personnalités (dont Brigitte Bardot) pour récolter des fonds. Vol d'armes dans une caserne à Lille (décembre 1961) ; la question de l'indemnisation des victimes d'attentats.
MF 3	01/01/62-30/06/62	FRA 62 (013) L'OAS poursuit ses opérations de plastiquage et se livre à un nouveau vol d'armes dans le camp de Sartory ; enlèvement du docteur Mainguy ; attentat du quai d'Orsay (janvier 1968) ; disparition du fils du Commandant Sapin-Lignières (janvier 1962) ; 7 février 1962 : l'attentat contre André Malraux blessant grièvement la petite Delphine Renard suscite de grandes manifestations anti OAS (cf. 153/315) ; 12 mars 1962 : attentat d'Issy-les-Moulineaux.
MF 4	01/07/62-30/06/66	FRA 62 (015) L'OAS poursuit ses attentats après l'indépendance de l'Algérie mais rapidement l'activisme se transforme en banditisme ; assassinat du banquier Henri Lafond (mars 1963) ; arrestation des assassins du Maire d'Evian (juin 1966).

France	153/311	Attentats contre le chef de l'Etat
MF 1	08/0861-31/05/65	FRA 61 (025) 8 septembre 1961 : le général de Gaulle échappe à un attentat à Pont-sur-Seine ; les arrestations ; mai et juin 1962 : attentats déjoués à Limoges puis à Etampes ; 22 août 1962 : nouvel attentat manqué au Petit-Clamart ; 8 septembre 1962 : arrestation de cinq membres du commando de Clamart ; 19 septembre : les douze membres du commando sont arrêtés ; Bastien-Thiry s'étant réclamé de l'Église, débat théologique sur le tyrannicide ; 16 février 1963 : complot de l'École militaire ; 15 août 1964 : attentat manqué de Toulon (la bombe du Mont-Faron) ; mai 1965 : arrestation des conjurés du Mont-Faron dont le chef est Jean-Jacques Susini ; nouvel attentat déjoué en Vendée ; procès (cf. Fr. 163/311, M.F. 1 et MF 2).

France	153/315	Les manifestations contre la guerre d'Algérie et contre l'OAS
MF 1	01/09/55-31/07/62	FRA 55 (044) Dès 1955 manifestations contre la politique algérienne du gouvernement qui suscite aussi l'interrogation de chrétiens et d'intellectuels : manifestations de rappelés ; arrestation de Robert Barrat ; manifestation silencieuse ; à partir de 1961 les organisations anti-OAS se multiplient (Comité de Sauvegarde de la République, Comité Universitaire de Défense de la République, Appel des Cent Résistants, Front d'action antifasciste), ainsi que les manifestations contre les attentats de l'OAS, dont certaines sont violemment réprimées par la police ; réseaux d'aide au FLN : cf. Fr. 153/355 ; manifestation de Charonne cf. Fr. 153/315, MF 2.
MF 2	08/02/62-08/02/92	FRA 62 (021) La grande manifestation anti-OAS du 8 février 1962 organisée après l'attentat qui a grièvement blessé Delphine Renard (cf. Fr. 153/309, MF 3) est violemment réprimée par la police : 8 morts au métro Charonne ; leur enterrement au Père Lachaise le 13 février rassemble une foule immense ; débat sur le rôle de la police et du ministre de l'intérieur Roger Frey ; février 1963, février 1964 et les années suivantes : rassemblement de commémoration ; septembre 1964, R. Frey dépose une plainte en diffamation contre l'Humanité ; 1968 : jugement de l'affaire de Charonne ; articles écrits sur Charonne 10 ans, 20 ans, 30 ans après.

France	153/316	Affaire de l'Observatoire
MF 1	16/10/59-09/11/66	FRA 59 (021) 16 octobre 1959, François Mitterrand échappe à un attentat avenue de l'Observatoire au moment où se répandent les rumeurs de complot (cf. 153/309, MF 1) ; sur dénonciation de Robert Pesquet, il est soupçonné d'en être lui-même l'instigateur. Dans sa défense lors des débats sur la levée de son immunité parlementaire il met en cause Michel Debré dans l'affaire du Bazooka (cf. FR. 741/10, MF 8) ; 1966 : ordonnance de non-lieu.

France	153/353	Terrorisme algérien en métropole et répression
MF 1	01/01/56-31/12/59	FRA 56 (052) Les règlements de compte entre musulmans se multiplient avec la rivalité croissante des branches françaises du MNA et du FLN, leurs opérations de propagande, de recrutement et de racket auprès des

		travailleurs algériens ; en même temps la répression policière est de plus en plus violente ; 19 sept. 1958 : attentat contre J. Soustelle ; vague de terrorisme avant le référendum qui contraint le gouvernement à prendre de nouvelles mesures de sécurité ; nombreuses arrestations dues à la DST dans les rangs du FLN ; 9 octobre 1958 : ordonnances antiterroristes ; la question de l'aide directe ou indirecte au FLN (<i>cf. Fr. 153/355</i>) ; 29 août 59 : assassinat du sénateur Benhabiles ; 20 septembre 1959 : attentat contre Messali Hadj.
MF 2	01/01/60-01/07/62	FRA 60 (023) Attentats et assassinats commis par des terroristes algériens (suite) ; 5 mai 1960 : attentat contre le député d'Alger Robert Abdesselam ; contrôles et arrestations ; débat sur l'incorporation de supplétifs musulmans dans la police parisienne ; fusillades entre le FLN et le MNA ; juillet 1961 : "ratonnade" de Metz ; 15 octobre 1961 : Roger Frey annonce à l'AN sa détermination à défendre l'ordre public ; pour la manifestation du 17 octobre 1961 voir Fr. 153/353/1 ; juin 1962 : violentes charges contre des Algériens.

France	153/353/1	Manifestation du 17 octobre 1961
MF 1	17/10/61-25/11/61	FRA 61 (026) Le 17 octobre 1961, vaste manifestation des Algériens de France qui protestent contre le couvre-feu qui leur est imposé ; malgré le silence officiel et la censure, les journaux et la population parisienne manifestent leur trouble devant les violences rapportées et la découverte de cadavres dans la Seine ; Maurice Papon mis en cause au Conseil municipal ; après le 25 novembre 1961, il n'est plus question de cette manifestation ; 1972 : premier article sur le 17 octobre ; ce n'est qu'en 1981 que la vérité sera révélée.
tome 2	01/01/96-	<i>(Dossier non microfiché consultable en salle d'actualité)</i> Articles écrits postérieurement ; débat sur l'affaire lors du procès Papon en 1998 ; 1999 : procès Einaudi/Papon

France	153/353/9	Réseaux de nationalistes algériens à l'étranger
MF 1	01/09/57-31/07/61	FRA 57 (036)

France	153/355	Actes de soutien au nationalisme algérien
MF 1	01/01/56-30/06/62	FRA 56 (043) Diverses affaires de 1956 à 1962 ; Lyon tête de pont de l'aide au FLN ; affaire Mandouze (1956) ; affaire du Prado (1958) ; le Cardinal Gerlier accuse des policiers lyonnais d'avoir torturé des Algériens (1959) ; affaire du réseau Jeanson (1960) ; affaire des avocats du FLN (1960) ; affaire Farès (1961) ; pour les procès de ces affaires voir dossier Fr. 163/355 MF 1 et MF 2 ; pour les réseaux d'aide à la désertion : voir Fr. 281/26 M.F. 2.
MF 1 bis	01/01/72-31/08/90	FRA 72 (003) Articles écrits postérieurement sur les défenseurs des nationalistes et les "porteurs de valise".

France	155	Services secrets et « Barbouzes »
MF 1	23/09/59-31/01/96	FRA 59 (015) Mise en place, dès 1959 des réseaux de la "Main Rouge" pour lutter contre les réseaux FLN en France et à l'étranger (attentats de la Main rouge : cf. Fr. 153/309, MF 2) ; puis des "Barbouzes" contre l'OAS (enlèvement d'Argoud par les Barbouzes : cf. Fr. 163/308, MF1) ; révélations postérieures sur ces deux organisations.

France	161/13	Amnisties, grâces liées à a guerre d'Algérie
MF 1	20/03/62-31/12/65	FRA 62 (016) Dès la signature des Accords d'Evian, l'interprétation des décrets d'amnistie des infractions commises au titre de l'insurrection algérienne, en date du 23 mars, donne lieu à débats ; elle suscite de nombreuses propositions de lois d'amnistie générale dont le gouvernement refuse la discussion, ainsi que des appels dans la presse, pèlerinage, jeûnes ; en décembre 1963 et juillet 1964, le général de Gaulle consent à des mesures de grâce ou de clémence ; décembre 1964 : projet de loi gouvernemental sur l'amnistie adopté par le parlement ; au cours de l'année 1965 manifestations pour l'extension de l'amnistie organisée notamment par le SPES (Secours populaire pour l'entraide et la solidarité) ; nouvelles grâces présidentielles en décembre 1965.
MF 2	01/01/66-31/12/82	FRA 66 (001) Avril 1966 : projet de loi d'amnistie des délits liés à la guerre d'Algérie déposé par les groupes socialistes et Rassemblement démocrate ; mais c'est une amnistie partielle qui est votée par les gaullistes et communistes ; le débat se poursuit sur le projet d'une amnistie totale, accompagnée de pétitions pour le retour de Bidault (cf. 141/738/1, M.F. 1) et Soustelle (cf. 141/73, M.F. 1) ; le nouveau projet d'amnistie partielle est rejeté par l'Assemblée nationale en décembre 1967 ; nouvelle loi d'amnistie votée en juillet 1968 ; en 1982 nouvelle controverse sur les "séquelles" de la guerre d'Algérie : F. Mitterrand s'oppose aux députés du PS sur l'amnistie des généraux ; le gouvernement engage sa responsabilité pour faire voter l'amnistie (Loi Courrière) ; voir aussi les dossiers sur les procès des généraux.

France	162/18	Procès et délits de presse
MF 3	01/05/55-01/07/62	FRA 55 (033) Procès de presse liés à la guerre d'Algérie ; arrestation de Robert Barrat, et Claude Bourdet, ; perquisition chez le professeur Mallou ; procès de Maurice Audin contre <i>l'Express</i> , <i>l'Observateur</i> et <i>l'Humanité</i> (nov. 1958).
MF 4	21/03/57-31/12/72	FRA 57 (040) Procès intentés à des journaux, écrivains éditeurs et liés à la guerre d'Algérie ; 1957 : J.-J. Servan Schreiber inculpé d'atteinte au moral de l'armée (cf. Fr. 741/28, MF 2) ; Roger Frey contre <i>l'Aurore</i> ; Raoul Girardet contre plusieurs journaux ; <i>Ma bataille d'Alger</i> de Massu ; la Haute Cour d'Alfred Fabre Luce ; <i>La Gangrène</i> : cf. Fr. 165/3, MF 1).

France	163/3	Justice militaire et politique pendant la guerre d'Algérie
MF 1	01/01/58-28/02/63	FRA 58 (040) Octobre 1958 : trois ordonnances relatives à la répression du terrorisme visent l'aide aux "rebelles" et la détention d'armes ; avril 1960 : la justice militaire saisie pour toutes les affaires en rapport avec l'Algérie ; "l'épuration" après avril 1961 ; débat sur la justice et les tribunaux d'exception après les procès des généraux (cf. Fr. 163/303) ; 28 avril 1961 : création du Haut tribunal militaire ; janvier 1962 : les activistes seront jugés par le tribunal militaire spécial ; après le procès Salan (cf. Fr. 163/306), le Haut Tribunal militaire est suspendu, et remplacé par une Cour Militaire de Justice ; suicide du général de Larminat, nommé président de la Cour ; 30 octobre 1962 : le Conseil d'État annule l'ordonnance créant la Cour militaire ; février 1963 : dernière

		audience du tribunal militaire.
France	163/301	Procès de l'attentat au Bazooka
MF 1	24/07/58-28/02/60	FRA 58 (039) Pour l'affaire du Bazooka (16 janvier 1957) (<i>cf. Fr. 741/10, M.F. 8</i>) ; jugée par le Tribunal des forces armées, l'affaire est renvoyée sine die le 24 juillet 1958 et 6 inculpés, dont René Kovacs, sont mis en liberté provisoire ; venant de subir une opération, il s'enfuit le 6 octobre mais le procès continue ; le général Salan est entendu le 15 octobre ; jugement le 16 octobre ; un des inculpés, Philippe Castille est condamné à 10 ans de travaux forcés, les autres à 5 ans de la même peine ; Kovacs est condamné à mort par contumace.
France	163/302	Procès des barricades - Instruction
MF 1	01/02/60-01/11/60	FRA 60 (021) Après la semaine des Barricades (<i>cf. Fr. 741/0, M.F. 29</i>), des mesures d'assignation à résidence sont prises à l'égard des insurgés et de leurs complices ; de nouvelles inculpations ont lieu (Sérigny, Argoud, Susini) ; pour des raisons de sécurité l'affaire du complot d'Alger est transférée à Paris et les inculpés incarcérés à la prison de la Santé le 28 février ; parallèlement d'autres inculpés sont libérés (Biaggi, Le Pen, Dorgères) ; le dossier est transféré à la justice militaire le 29 avril ; une commission parlementaire, présidée par Jean Marie Le Pen, demande la suspension de l'incarcération de Lagaillarde, demande rejetée le 1er juin ; fin août le chambre d'accusation examine le dossier des inculpés, nombreux incidents.
MF 2	01/11/60-00/01/62	FRA 60 (022) Le 3 novembre 1960, ouverture du procès des Barricades d'Alger devant le Tribunal des forces armées qui décide le 16 novembre la mise en liberté provisoire de Pierre Lagaillarde ; le 21 novembre la même disposition est prise en faveur des autres inculpés ; les avocats de la défense sont Maîtres Isorni et Tixier-Vignancour ; le 6 décembre Lagaillarde et les autres inculpés s'enfuient en Espagne ; au cours des auditions, dépositions, entre autres, de Jacques Soustelle, Georges Bidault, des responsables militaires en Algérie et de Paul Delouvrier ; verdict le 2 mars 1961 : Ortiz en fuite est condamné à mort, Lagaillarde à 10 ans de prison ; les autres inculpés sont acquittés ; pour les journées des Barricades (<i>cf. Fr. 741/10, M.F. 29</i>).
France	163/303	Procès du Putsch d'Alger : Challe et Zeller
MF 1	28/04/61-01/12/66	FRA 61 (023) Pour le putsch des généraux (<i>cf. Fr. 741/10, M.F. 37 et 38</i>) ; création du Haut Tribunal militaire le 28 avril 1961 (<i>cf. Fr. 163/3, M.F. 1</i>) ; instruction du procès des généraux Challe et Zeller à partir du 4 mai ; ouverture de leur procès le 29 mai ; le 31 mai, ils sont condamnés à 15 ans de détention et incarcérés à Tulle ; le général Zeller bénéficie de la grâce présidentielle de 1966 et est libéré le 19 juillet ; le général Challe est gracié le 22 décembre 1966
France	163/304	Procès des participants du Putsch d'Alger
MF 1	28/06/61-14/06/62	FRA 61 (024) Procès des différents participants militaires en civil au putsch d'avril 1961 ; (pour le putsch <i>cf. Fr. 741/10, M.F. 37 et 38</i>) ; pour les amnisties (<i>cf. Fr. 161/13, M.F. 1 et 2</i>) Principaux inculpés : les généraux Nicot, et Bigot, le

		colonel Godard, le commandant Denoix de Saint Marc
France	163/305	Procès du Putsch d'Alger : Jouhaud
MF 1	18/03/62-31/12/62	FRA 62 (017) Incarcéré à la Santé, le 27 mars 1962, le général Jouhaud comparait devant le Haut Tribunal militaire le 11 avril où il doit répondre de son rôle dans le putsch d'Alger (<i>cf. Fr. 741/10, M.F. 37 et 38</i>) et de sa responsabilité à la tête de l'OAS à Oran pendant 11 mois ; défendu par Maître Perussel et le bâtonnier Charpentier, il est condamné à mort le 13 avril 1962 ; nombreuses protestations ; ses avocats demandent la révision du procès le 27 mai ; examiné par la Cour de cassation cette requête est rejetée le 4 juin ; le général de Gaulle le gracie le 28 novembre 1962 et il est emprisonné à Tulle ; il bénéficie de la grâce présidentielle le 25 décembre 1967 et sort de la prison de Tulle.
France	163/306	Procès du Général Salan
MF 1	24/04/62-31/05/68	FRA 62 (018) Instruction du procès du général Salan entre le 27 avril et le 5 mai 1962 ; début du procès devant le Haut Tribunal militaire le 16 mai ; Tixier-Vignancour et Le Corroller avocats de la défense ; témoignages de François Mitterrand, Michel Debré, Jean Morin ; verdict le 23 mai : le général Salan est condamné à la détention perpétuelle ; violentes réactions à ce verdict, par rapport à celui du général Jouhaud ; le général de Gaulle dissout le Haut Tribunal militaire le 27 mai ; nouvelle information ouverte contre Salan le 16 juin 1962 : il a continué à diriger l'OAS de sa prison ; dans une lettre aux Européens d'Algérie le 21 juin, Salan se rallie à la coopération et aux accords d'Alger ; il est transféré à Tulle le 7 décembre 1962 ; gracié par le général de Gaulle, il est libéré le 17 juin 1968 ; il meurt le 3 juillet 1984.
France	163/307	Procès des attentats OAS en Algérie
MF 1	01/01/61-30/06/68	FRA 61 (028) Les procès en France des actes de terrorisme OAS, commis en Algérie à partir de 1962 ; les procès ont lieu soit devant des tribunaux militaires ou politiques, soit devant des Cours d'assise.
France	163/308	Enlèvement et procès d'Antoine Argoud
MF 1	01/02/62-21/06/68	FRA 62 (019) Activité d'Argoud : voir les dossiers sur les Barricades et le putsch (<i>Fr. 741/10, M.F. 30 et 37</i>) et les procès ; condamné à mort par contumace et arrêté en Espagne, Argoud s'enfuit en février 1962 ; après les Accords d'Evian, Argoud qui essaie de poursuivre l'action de l'OAS avec Bidault et Soustelle et de mener une action subversive dans l'armée est recherché par toutes les polices d'Europe ; février 1963 : son enlèvement par des barbouzes à Munich donne lieu à un débat sur le rôle des barbouzes, et à des protestations en Allemagne ; 26 décembre 1963 : ouverture du procès d'Argoud devant la cour de sûreté de l'État ; la France refuse de rendre Argoud à l'Allemagne ; condamné à la prison à perpétuité, il est libéré en 1968 en vertu de la loi d'amnistie.
France	163/309	Procès des attentats OAS en France
MF 1	01/07/59-23/09/67	FRA 59 (016)

		Procès de différents actes de terrorisme commis en France (<i>cf. Fr. 153/309, MF 1 à MF 4</i>) ainsi que des réseaux OAS (<i>cf. Fr. 141/738, MF 1 à MF 5</i>) ; notamment, procès du général Vanuxem, procès Curutchet, Belvisi, Canal-Vincent, Castille.
--	--	---

France	163/311	Procès des attentats contre le chef de l'État
MF 1	11/05/62-12/09/62	FRA 62 (020) Procès de l'attentat de Pont sur Seine contre le général de Gaulle devant la Cour d'assises de l'Aube après le dessaisissement du Haut tribunal militaire en 1962 ; (pour l'attentat : <i>cf. Fr. 153/311</i>) ; arrestation d'Armand Belvisi son instigateur : <i>cf. Fr. 141/738 MF 3</i>) ; après les insinuations de Me Tixier-Vignancour sur les complicités à l'Élysée, MM. Focard, Sanguinetti et Fourcaud entendus comme témoins.
MF 2	25/01/63-30/06/63	FRA 63 (002) 28 janvier : ouverture du procès des accusés de l'attentat du Petit-Clamart (<i>cf. Fr. 153/311</i>) devant la Cour de Justice Militaire ; 07 02 63 : suspension de Me Isorni ; (affaire Isorni/Giscard d'Estaing : <i>cf. Fr. 163/314</i>) ; 12 mars 1963 : exécution de Bastien-Thiry ; juin 1963 : deuxième procès du Petit-Clamart pour deux accusés.
MF 3	15/01/64-31/03/68	FRA 64 (001) Janvier 1964 : ouverture du procès du complot de l'École militaire devant la Cour de sûreté de l'État ; février 1966 : procès des auteurs de l'attentat du Mont-Faron ; 1968 nouveaux procès après l'évasion de Claude Ferro ; pour les attentats : <i>cf. Fr. 153/311</i> .

France	163/314	Affaire Isorni-Giscard d'Estaing
MF 1	01/01/63-01/02/69	FRA 63 (004) Affaire Isorni/Giscard d'Estaing : prévenu d'avoir diffamé M. Giscard d'Estaing en le présentant, au procès du Petit-Clamart comme un ami de l'OAS, Me Isorni est finalement relaxé, puis acquitté en appel ; 1969 : deuxième procès Isorni pour offense au Chef de l'État

France	163/353	Procès de nationalistes Algériens
MF 1	01/01/57-24/02/64	FRA 57 (037) Procès Ben Sadok (assassinat d'Ali Chekkal) ; procès des auteurs de l'attentat contre Jacques Soustelle ; procès des saboteurs du dépôt de pétrole de Mourepiane ; procès divers.

France	163/355	Procès d'actes de soutien au FLN
MF 1	01/05/58-31/12/64	FRA 58 (037) Procès du Pasteur Mathiot (1958), de Georges Arnaud (1960), de l'Abbé Corre et de Diego Masson-Maklès (juillet 1960), du réseau lyonnais (1961), des avocats du FLN dont Me Vergès (novembre 1961) de l'Abbé Davezies (1962) ; la question des "oubliés", condamnés restés en prison après les Accords d'Evian (1963-1964).
MF 2	05/09/60-13/10/60	FRA 60 (016) Ouverture du procès du "réseau Jeanson" d'aide au FLN le 5 septembre 1960 ; le même jour 121 artistes et écrivains français ont tenu à publier une déclaration de solidarité (<i>cf. dossier 281/26, MF 2</i>) ; les querelles de procédure ; deux avocats du réseau, Mes Vergès et Dumas condamnés à six et quatre mois de suspension ; lettre de Jean-Paul Sartre ; le verdict 2 octobre 1960 ; Francis Jeanson et sa compagne arrêtés en Suisse et expulsés vers l'Italie (7 octobre 1960) ; pour les activités et la découverte du réseau <i>voir dossier Fr. 153/355, MF 1</i>

France	164/3	Prisons et régime des peines lors de la guerre d'Algérie
MF 1	01/10/59-31/08/64	FRA 59 (017) Évasion des membres du réseau Jeanson (<i>cf. Fr. 163/355</i>) ; le débat sur l'internement administratif (<i>cf. Fr. 164/33</i>) ; les derniers détenus après les lois d'amnistie.
France	Fr. 164/31	Prisonniers musulmans
MF 1	30/03/56-30/06/62	FRA 56 (054) Les prisonniers musulmans dans les prisons et les camps d'internement, leurs conditions de détention sont l'objet de polémiques et de rapports, de mutineries et de grèves de la faim ; 1959 : mesures de clémence et libération de Messali Hadj
France	Fr. 164/32	Arrestation et détention de Ben Bella
MF 1	23/10/56-22/03/62	FRA 56 (053) 23 octobre 1956 : arraisonnement de l'avion qui transportait les chefs du FLN au Maroc et arrestation de Mohammed Ben Bella et de ses compagnons, Mohammed Khider, Ait Ahmed Hocine, Mostafa Lacheraf et Mohammed Boudiaf ; leur emprisonnement à l'île d'Aix puis aux châteaux de Turquant et d'Aunoy ; novembre 1961 : grève de la faim de Ben Bella et de ses compagnons et pressions internationales pour leur libération ; les relations Ben Bella/GPRA (<i>cf. Fr. 741/141/8</i>) ; 20 mars 1962 : libération et arrivée au Maroc.
France	164/33	Détenus OAS
MF 1	01/07/61-31/12/64	FRA 61 (029) Les conditions de détention des activistes après les différents procès de l'OAS ; les généraux du Putsch d'Alger à la prison de Tulle ; les camps d'internement administratifs ; affaire Gilbert Comte (janv.-fév. 1962) ; les évasions.
France	165/3	Le citoyen et la justice : répression, torture
MF 1	11/05/57-30/06/62	FRA 57 (038) En 1957 on commence à dénoncer les sévices subis par les Algériens en garde à vue dans les commissariats français ; octobre 1959 <i>La gangrène</i> publiée aux éditions de Minuit révèle l'utilisation croissante de la torture en France ; 1960 : l'engagement de Harkis ou "supplétifs musulmans" dans la police pour interroger les Algériens donne lieu à une vive controverse entre Michel Debré et les intellectuels, Paul Ricoeur, Paul Thibaud, Laurent Schwartz (voir aussi Fr. 153/315) ; colloque du comité Maurice Audin (<i>cf. Fr. 741/165/5</i>).
France	180/1	Politique de l'information
MF 1	01/05/45-25/09/58	FRA 45 (024) Politique de l'information pendant la Guerre d'Algérie et censure dans les médias
MF 2	01/01/59-30/06/62	FRA 59 (018) Politique de l'information pendant la Guerre d'Algérie et limites à la liberté de la presse ; mai 1960 : affaire Georges Arnaud (procès : cf FR.163/355 MF1)
France	182/11	Censure
MF2	00/05/55-30/06/62	FRA 55 (032) Guerre d'Algérie ; les différentes saisies des quotidiens et hebdomadaires (Le Monde, Libération, L'Humanité, L'Express, France Observateur) en raison de leur

		position sur la guerre d'Algérie
France	280/1	L'armée et la guerre d'Algérie ; l'Armée et le pouvoir
MF 1	14/11/53-30/10/58	FRA 53 (036)
tome 1	01/01/59-31/12/64	Les suites de la guerre d'Algérie. Les relations entre l'armée et la démocratie. La crise de l'armée et de l'"honneur militaire".
France	280/12	Armée et pouvoir exécutif
MF 1	01/04/55-15/02/61	FRA 55 (043)
MF 2	20/04/61-01/09/62	FRA 61 (021)
France	281/26	Objection de conscience et insoumission
tome 2	01/01/59-30/06/62	FRA 59 (011)
MF 2		Appel des 121
France	454/1	Travailleurs algériens en France
	<i>Période antérieure cf. Fr. 54 T.1 et 2</i>	
MF 1	01/01/57-30/06/62	FRA 57 (042) Les mouvements des travailleurs algériens vers la métropole ; les conditions de travail et de vie ; les syndicats.
France	473/14	Rapatriés d'Outre-mer
	<i>Pour la période antérieure, cf. Fr. 473/1</i>	
MF 1	01/01/59-31/12/61	FRA 59 (031) Derniers rapatriés d'Indochine et du Maroc. Arrivée massive de rapatriés de Tunisie en août 1961 et les questions de l'aide aux rapatriés, de leur logement et de leur intégration. Les difficultés suscitées par l'installation de nouveaux agriculteurs qui ont importé des méthodes nouvelles. Le projet de Charte des rapatriés ; octobre 1961 : adoption du projet de loi d'aide aux rapatriés ; Robert Boulin nommé secrétaire d'Etat aux rapatriés ; les premiers rapatriés d'Algérie.
MF 2	01/01/62-31/06/62	FRA 62 (042) Arrivée massive de rapatriés d'Algérie. R. Boulin , nommé secrétaire d'état aux rapatriés prend différentes mesures d'urgence. Jules Romains président du Mouvement d'entraide et de solidarité pour les Français d'Outremer (MESFOM). Le problème particulier du reclassement des cultivateurs..
MF 3	01/07/62-31/03/63	FRA 62 (043) Indépendance de l'Algérie. Les problèmes de la concentration à Marseille, du logement et de l'emploi des rapatriés. La réintégration des fonctionnaires ; une bourse nationale de l'emploi implantée à Marseille. ; les associations de rapatriés ; février 1963 : François Missoffe nouveau ministre aux rapatriés.
MF 4	01/04/63-10/10/64	FRA 63 (014) Nouvelles mesures en faveur des rapatriés notamment en matière de logement et d'emploi ; mesures de protection juridique pour les débiteurs de bonne foi ; en janvier 1964, François Missoffe estime sa mission accomplie et demande la suppression de son ministère (effective en juillet 1964); enquête de l'Aurore sur les "Pieds Noirs qui ont triomphé du désespoir" et du Figaro sur les Pieds-noirs en Corse.
MF 5	11/10/64-31/12/67 Pieds-noirs--France	FRA 64 (015) Rapport d'activité du secrétaire d'état aux rapatriés. Projet et propositions de lois sur l'indemnisation, protection juridique, moratoire des dettes.

MF 6	01/01/68-30/07/70	FRA 68 (015) Débats à l'Assemblée Nationale sur les lois d'indemnisation. Le combat des diverses associations d'immigrés ; les rapatriés dans la campagne électorale de 1969 ; septembre 1969 : adoption du projet de loi de protection juridique des rapatriés Le vote définitif de la loi d'indemnisation le 29 juin 1970 provoque amertume et déception chez les rapatriés.
MF 7	01/08/70-31/12/73	FRA 70 (021) Mise en œuvre de la loi d'indemnisation, grève de la fin des instructeurs recrutés entre 1956 et 1962 pour scolariser l'Algérie ; les rapatriés dix ans après : à cette occasion, le général Jouhaud lance une pétition pour l'amnistie et l'indemnisation ; les rapatriés et les élections de 1973 ; nouvelle proposition d'indemnisation (avr. 1973).
MF 8	01/01/74-31/12/76	FRA 74 (014) Les rapatriés dans la campagne présidentielle. Décembre 1974 : vote d'un nouveau texte d'indemnisation ; deux articles sur les indochinois de Sainte Livrade ; arrivée de nouveaux rapatriés du Vietnam.
MF 9	01/01/77-31/12/80	FRA 77 (006) Les activités du mouvement RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'Outre-mer) de Jacques Roseau ; Jacques Dominati Secrétaire d'Etat aux Rapatriés d'Afrique du Nord ; en oct.1977, un nouveau projet de loi d'indemnisation suscite des débats importants avant les élections législatives de 1978. L'attentat contre le monument aux martyrs de l'Algérie française à Toulon témoigne des déchirements sur la mémoire de la guerre d'Algérie ; L'Algérie débloque les avoirs des rapatriés (déc. 1980).
MF 10	01/01/81-31/07/87	FRA 81 (003) Les rapatriés dans la campagne des présidentielles : le Recours se prononce pour le candidat socialiste ; Raymond Courrière secrétaire d'Etat aux rapatriés ; malgré de nouvelles lois d'indemnisation et après des débuts cordiaux entre le gouvernement et les rapatriés les tensions réapparaissent ; 1986 : André Santini secrétaire d'Etat aux rapatriés dans le gouvernement Chirac de cohabitation propose de nouvelles lois d'indemnisation ; juin 87 : le grand rassemblement de Nice commémore, 25 ans après, l'arrivée des Pieds-Noirs.
MF 11	01/08/87-22/03/02	FRA 87 (003) Mise en place du dispositif d'indemnisation voté en juil.87. Janv. 1988 : le Recours soutient J. Chirac. Juil. 1988 : face au mécontentement des Pieds-noirs après la suppression du secrétariat d'Etat aux rapatriés, nomination d'un délégué. Mai 1990 : transformation du Recours en un mouvement national plus large : « Recours France ». Mai 1991 : harcelés par les autonomistes, des rapatriés d'Algérie quittent la Corse. Nov. 1991 : Jacques Roseau, victime d'une agression met en cause des militants locaux du FN. Août 1992 Recours France appelle à voter « non » au référendum sur Maastricht. Fév. 1993 : Recours France soutient des candidats de l'opposition. 5 mars 1993 : assassinat de Jacques Roseau (cf Fr. 153/7). 1994 : face au terrorisme des milliers de Français quittent l' Algérie. Juin 1995 : le président de Recours France Guy Forzy, mis en cause par la Cour des Comptes démissionne. Nov. 2000 : polémiques sur la torture en Algérie entre L. Jospin et Recours France.

France	473/141	Harkis
MF 1	01/05/62-31/12/80	FRA 62 (044) Arrivée des Harkis. Campagne du bachaga Boualem. Ouverture de camps "provisoires". Problème de la reconnaissance de la nationalité française. Problème de la libre circulation entre la France et l'Algérie. Grèves de la faim. Tensions entre Harkis et ressortissants algériens. Liens avec l'extrême droite.
MF 2	01/01/81-09/03/02	FRA 81 (004) Affaire du détournement des fonds de l'ONASEC (1986). Développement du mouvement des enfants de Harkis (1991). Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi "relatif aux rapatriés anciens membres des formations supplétives ou victimes de la captivité en Algérie" (17 mai 1994). Plaintes pour crime contre l'humanité (août 2001). Une journée d'hommage unique reconnaît officiellement le drame des harkis (25 septembre 2001). Manipulation de groupes de Harkis et rapatriés par le Front National.